



24 JUIN 2024

---

# EUROPE INFO HEBDO

---



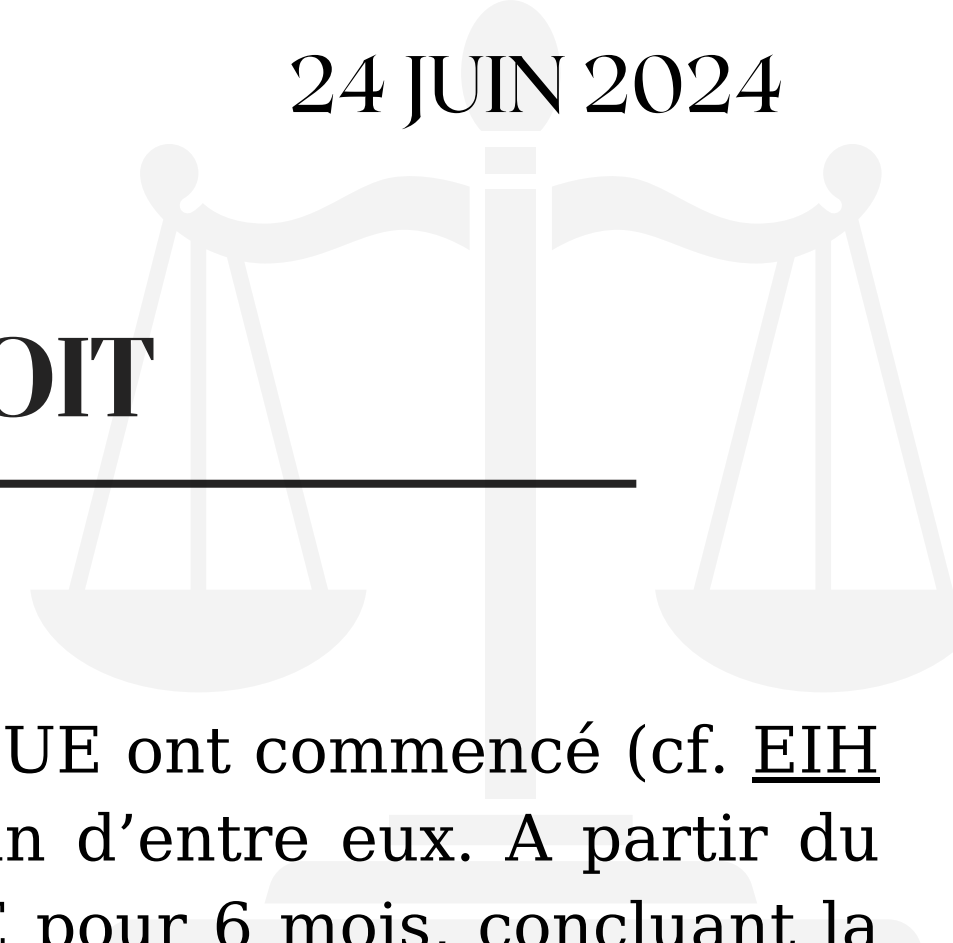
## **PRÉSIDENTICE HONGROISE, PRÉSERVATION DE LA NATURE ET GUERRE ÉCONOMIQUE.**

Bonne lecture!

Elise BERNARD,  
Etienne BONNERUE,  
Edouard GAUDOT,  
Alexandre SIMONIN.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



## HONGRIE, PRÉSIDENTE TOURNANTE, MAKE EUROPE GRAND AGAIN

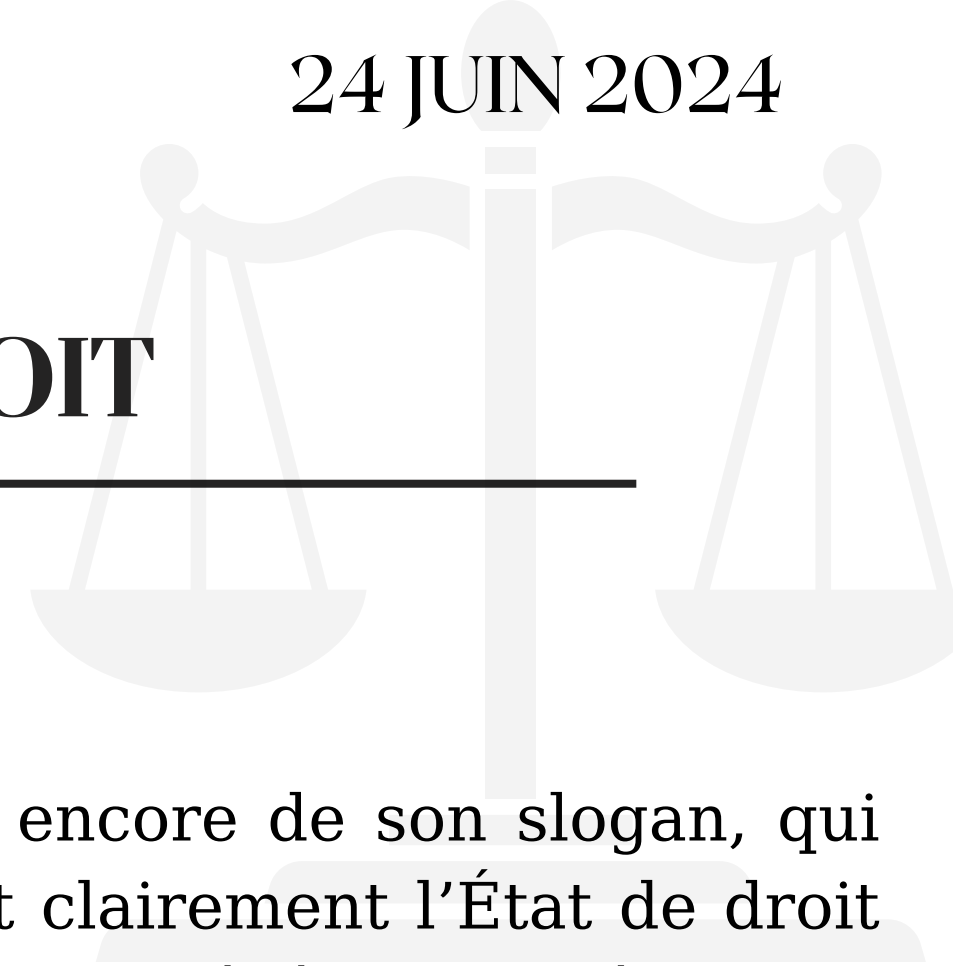
Alors que les négociations pour les postes à responsabilités de l'UE ont commencé (cf. [EIH 17/6/24](#)), l'ordre institutionnel de succession a déjà désigné l'un d'entre eux. A partir du 1er juillet, Viktor Orbán prend la présidence du Conseil de l'UE pour 6 mois, concluant la présidence en trio amorcée par l'Espagne et dont la Belgique avait pris la suite ce semestre.

- Une perspective que certains députés européens avaient tenté d'empêcher, dès l'année dernière
  - Ils considèrent alors que le pays s'était trop éloigné des standards européens en matière d'Etat de droit.
    - De fait, le slogan et les priorités de la présidence, présentées le 18 juin affichent une tonalité très trumpienne "Make Europe Great again".
- La Hongrie propose 7 priorités dont la compétitivité, "priorité essentielle » au point qu'elle devrait s'imposer à toutes les autres considérations, en particulier le Pacte vert, analyse Contexte.
  - Attendu aussi mais plus mainstream, Budapest insiste sur le renforcement de la politique de défense et l'élargissement.
    - Mais on peut craindre que le tropisme Poutinien ne se traduise par un ralentissement de la candidature de Kiev.
  - C'est probablement la raison pour laquelle le Conseil européen vient de confirmer vendredi 21/6 l'ouverture officielle des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie.
  - Viennent ensuite l'immigration illégale, la politique de cohésion, l'agriculture européenne et la démographie, obsession constante de la droite radicale européenne, dont Orbán s'est fait le chantre (cf. [EIH 22/9/22](#)).
  -





# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

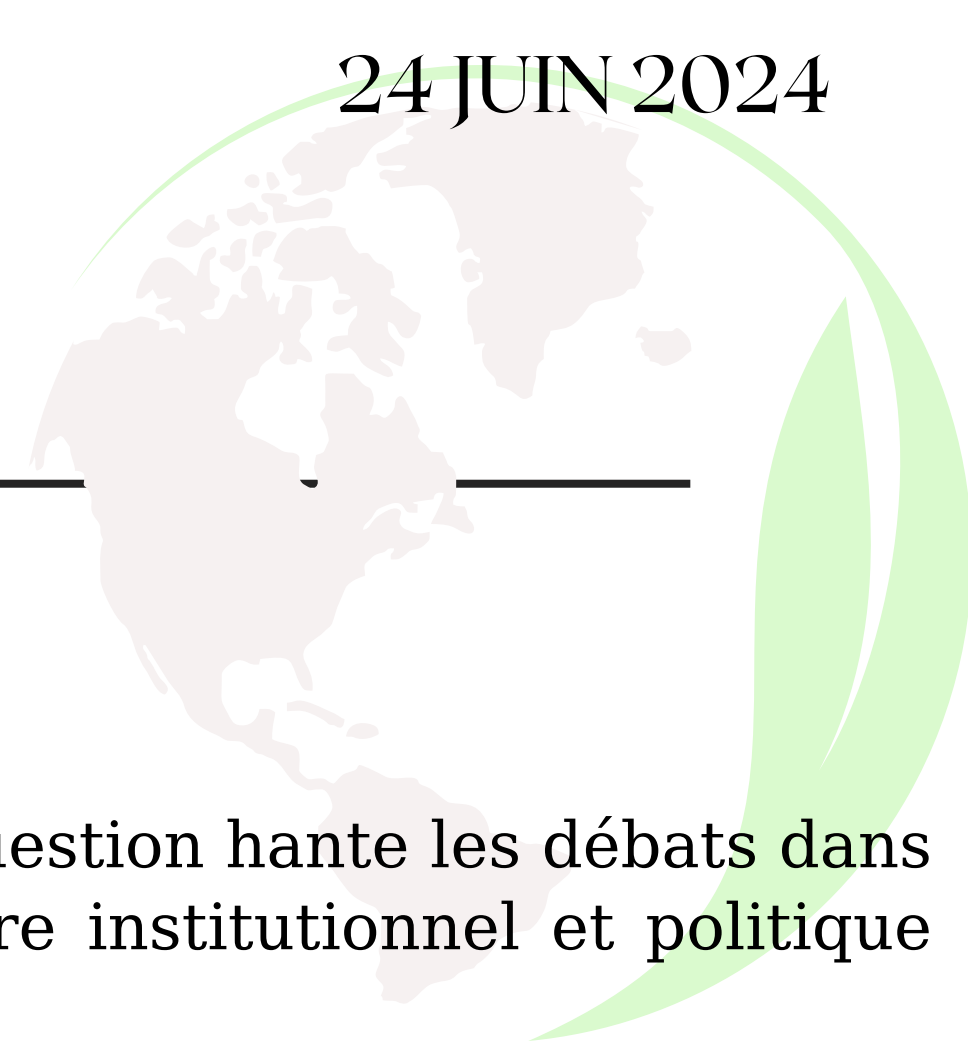


## HONGRIE, PRÉSIDENTE TOURNANTE, MAKE EUROPE GROUND AGAIN

- La présidence hongroise du Conseil est trumpienne au-delà encore de son slogan, qui ressemble à un *trolling* malicieux. Les priorités abandonnent clairement l'État de droit et la transition écologique, qui étaient les priorités 1 et 3 de la précédente présidence belge. L'environnement est clairement moins une priorité du programme de la présidence hongroise dont le Premier ministre a supprimé le ministère depuis son arrivée au pouvoir.
  - L'action de la présidence se bornera à revoir certains objectifs pour en réduire l'ambition, comme sur les microplastiques ou sur la surveillance des sols, par exemple, autant de législations déjà dans les tuyaux.
- Malgré les soupçons, le gouvernement national-conservateur prétend conduire un semestre « normal », même si le contexte ne lui est pas favorable.
  - En interne d'abord, avec la percée du nouvel opposant Péter Magyar, qui brigue plusieurs postes clés au sein du PPE et pourrait tenter d'offrir une alternative de centre-droit face au Fidesz.
  - Ensuite, avec une Commission en fin de mandat et des Etats membres occupés à bien placer leur futur commissaire et un Parlement plus occupé à valider ou contrer certaines nominations, difficile d'imaginer une présidence hongroise très productive.
    - La prochaine Commission européenne ne devrait pas être formée avant novembre-décembre 2024.
  - Enfin, vis-à-vis du respect de l'Etat de droit et des valeurs européennes.
    - La CJUE vient d'ailleurs de condamner la Hongrie à une amende de 200 millions d'euros pour non-respect du droit d'asile.
    - Cette amende intervient alors que la Hongrie est déjà dans le radar du Parlement depuis plusieurs années sur la question des droits fondamentaux.
    - En avril dernier, le Parlement avait condamné l'adoption de la loi sur la protection de la souveraineté nationale... et avait émis des doutes sur la capacité du pays à assurer la présidence de manière crédible.



## GREEN DEAL



ÉLECTIONS,

**MAKE EUROPE GREEN AGAIN**

Alors que retombe la poussière des élections européennes, la question hante les débats dans l'UE : que va-t-il rester du Green Deal dans le nouvel équilibre institutionnel et politique issu du 9 juin ?

- Pour VoxEurope, Edouard Gaudot revient sur les spéculations du ralentissement du Pacte vert, en rappelant que ce ralentissement prédate les élections.
  - En revanche, si les majorités pro-green deal et progressistes en général ont bien disparu du nouveau Parlement, la trajectoire est relativement fixée.
  - Les enjeux seront donc d'abord au niveau des Etats membres et de leur volonté ou non de mettre en œuvre les ambitions des textes adoptés.
    - Une nécessité qu'un papier politique de la Green European Foundation avait de son côté déjà bien souligné.
- Une évidence trop souvent négligée par les observateurs : l'Europe ne se limite pas à ses institutions bruxelloises.
  - La commande publique est une clé essentielle de la transition énergétique et environnementale en général, comme le rappelle cette analyse d'Agenda Publica et certaines législations nationales dont la France.
  - Une directive européenne pourrait à ce sujet venir dans les prochains mois forcer les gouvernements à donner l'exemple en matière de transition.

Par ailleurs, le rythme législatif du Green Deal reprend surtout avec la perspective des potentiels blocages d'une présidence hongroise peu enthousiaste sur ces sujets à partir du 1er juillet comme nous le soulignons plus haut.



## GREEN DEAL

### ÉLECTIONS, NATURE, GREENWASHING, DÉROULER LE TAPIS VERT

Le Conseil a enfin adopté sa position sur les "Green Claims", un texte destiné à limiter le greenwashing dans la communication des entreprises et la publicité des produits, sur le modèle de l'encadrement des allégations bénéfiques pour la santé ou la nutrition qui date de 2006.

- Cette position des Etats membres répond à celle du Parlement, adoptée en mars dernier, et laisse augurer de longues négociations vu l'éloignement des deux institutions.
- Autre moment décisif, l'adoption définitive de la loi sur "la restauration de la nature".
  - Bloquée par manque de majorité au Conseil, elle a finalement trouvé assez de soutiens, après le retournement de la position de la ministre autrichienne (écologiste) et le feu vert de la Slovaquie.
    - A pu être promis à cette dernière, en échange, d'approuver sa loi sur la possibilité d'abattre plus d'ours!
    - Le basculement de la ministre autrichienne, qui était évidemment en faveur du texte, est d'abord dû à une négociation avec les régions fédérées (l'Autriche est un Etat fédéral), au soutien net de l'opinion publique d'après une enquête du WWF.
    - Il s'explique aussi probablement par la perspective de la non-reconduction de l'alliance conservateurs-verts après les élections nationales en septembre prochain et après un coup d'éclat que le parti du chancelier n'aurait pas apprécié.
  - La réaction négative et prévisible, des organisations agricoles dans l'UE et la mobilisation de leurs soutiens politiques, laisse prévoir les difficultés profondes et les clivages que les législations environnementales devraient rencontrer dans les prochaines années.
    - On relève celle du Copa-Cogeca qui dénonce "une position individuelle de la ministre".





# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## GUERRE ÉCONOMIQUE, CHINE, CARACTÈRE DE COCHON

Le mercredi 12 juin 2024, la Commission européenne a annoncé la décision d'imposer des droits de douane supplémentaires de 17,4% à 38,1% sur les voitures électriques produites en Chine. En effet, après avoir réalisée une enquête anti-dumping, l'Europe a mis au jour des subventions étatiques déloyales au bénéfice de la chaîne de valeur des voitures électriques chinoises, représentée notamment par le Big three : BYD, Geely et SAIC. Ainsi SAIC fera face à des droits de douane de 38,1%, Geely de 20% et BYD, quant à lui, de 17,4%.

- Le vice-président exécutif de la Commission européenne et commissaire au commerce, Valdis Dombrovskis, ont ajouté dans un communiqué que l'enquête est menée dans le plein respect des règles de l'OMC et repose sur des preuves claires et établies.
  - Les marques occidentales produisant des voitures électriques en Chine - y compris Tesla, Dacia et BMW - seront soumises, quant à elles, à un droit de douane de 21%.
    - A présent, l'Europe doit engager un dernier dialogue avec les autorités chinoises et toutes les parties concernées afin de finaliser cette enquête.
  - Le taux final des droits compensateurs sera ensuite soumis à un vote du Conseil.
    - Seule une majorité "qualifiée" des États membres, c'est-à-dire au moins 15 pays représentant 65% de la population totale, pourrait le bloquer.
- Le lundi 17 juin 2024, la Chine a riposté en dégainant une enquête anti-dumping contre "la filière européenne du porc".
  - Pékin prétend avoir reçu une demande d'enquête antidumping de son industrie porcine le 6 juin.
    - Cette enquête n'est donc pas annoncée comme une mesure de rétorsion contre l'action européenne visant les importations de voitures électriques.
  - Le ministère chinois a accepté les preuves fournies par le demandeur et a déclaré que la période examinée pour les pratiques de dumping couvrirait toute l'année 2023.
  - L'enquête durera un an jusqu'en juin 2025 et pourrait être prolongée de six mois supplémentaires.
    - En 2023, la viande de porc représentait 17% des exportations agroalimentaires de l'UE vers la Chine.
    - C'est le troisième partenaire commercial agroalimentaire du bloc après le Royaume-Uni et les États-Unis.
- Néanmoins, il est facile de n'y voir qu'un prétexte, car cette enquête semble bel et bien constituer des représailles contre la décision européenne.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## GUERRE ÉCONOMIQUE, CHINE, **BOAR WARS**

Il est de notoriété publique que Pékin dispose d'un tiroir métaphorique rempli de demandes antidumping prêtes à l'emploi si les circonstances politiques le justifient. Mais la Chine a-t-elle choisi la meilleure demande ? Certains observateurs affirment que cette stratégie est biaisée par trois facteurs, ce qui explique la réaction de la Commission, affirmant ne pas être préoccupée par les mesures chinoises.

- Alors que la Chine soigne son image de multilatéraliste dans une période où elle cherche à renforcer sa position à l'échelle mondiale, cette affaire antidumping mine la confiance des autres pays dans son attachement à ces principes.
- De plus, cette initiative n'aura probablement pas l'effet dissuasif escompté, car cibler des pays ayant une forte industrie porcine comme l'Espagne, les Pays-Bas et le Danemark ne suffira pas à influencer les décideurs de l'UE.
  - En réalité, l'Allemagne et la France auraient été des cibles plus stratégiques, d'autant plus qu'elles possèdent les plus grandes industries de véhicules électriques, directement touchées par les mesures chinoises.
  - Par ailleurs, certains Européens, comme les écologistes et les défenseurs du bien-être animal, pourraient même approuver les mesures chinoises, car elles auraient pour résultat de réduire la production porcine et ses impacts environnementaux.
- Ensuite, cibler un secteur totalement étranger au litige initial est étrange.
  - La loi et la pratique de l'OMC prévoient des représailles sectorielles, et dévier de cette pratique est risqué.
  - Cibler les denrées alimentaires de base dans un pays comme la Chine, où la sécurité alimentaire est cruciale, est une stratégie imprudente.
    - Les dix dernières années ont montré l'importance de diversifier les sources alimentaires plutôt que de les restreindre.
    - Cela constitue un mauvais précédent et une politique alimentaire insensée, car l'alimentation repose sur des contrats à long terme entre fournisseurs et acheteurs.
  - Les négociants en porc en Espagne ont indiqué à Euractiv que l'impact potentiel des tarifs de représailles aurait été plus préoccupant il y a trois à quatre ans.
    - "La Chine a déjà considérablement réduit ses niveaux d'importation (...). l'incidence potentielle [des tarifs] ne serait pas la même aujourd'hui", a expliqué Josep Llinas, président de l'association espagnole des négociants en porc ANCOPORC.